

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005  
**HUITIÈME ANNÉE N° 872 DU 10 SEPTEMBRE 2013**

1801/2013 : 212<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

Le 146<sup>e</sup> numéro de l'année 2013

Nombre de pages : 17 pages

Distribué à 15.100 personnes

## LA CITATION DE LA SEMAINE

« À défaut d'avoir recours à la force pour contrôler les populations, on peut parfaitement les contrôler par l'opinion ».

Harold Laswell, spécialiste des médias.

**PETROCARIBE  
DÉVELOPPE ET CONSOLIDE  
SA ZONE ÉCONOMIQUE**

**ANNÉE 2013  
ANNÉE  
SÉNÉGAL**

# SOMMAIRE

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 7

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 10

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 13

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 16

## LA NATION

### **PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**

**22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

### **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: JEAN PAUL ELUTHER

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

### **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.

**SUIVEZ NOUS SUR LE WEB ET LES RESEAUX SOCIAUX .**

## **Pour suivre la préparation de la loi des finances 2014 applicable en Guadeloupe.**

### **CRÉDITS DE PAIEMENT DÉPENSES PUBLIQUES ÉTAT**

**PLF 2013 :**

**2 250 882 765€**

### **CRÉDITS DE PAIEMENT MISSION OUTRE-MER**

**PLF 2013**

**377 476 023€**



**AFFAIRES NATIONALES**

### **ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ**

#### **EN FRANCE, FAIBLE MOBILISATION SUR LES RETRAITES**

Les manifestations mardi 10 septembre contre la réforme des retraites à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires, ont rassemblé quelque 155.000 personnes -dont 15.000 à Paris- selon le ministère de l'Intérieur, 360.000 selon la CGT. 170 rassemblements ont été organisés sur l'ensemble du territoire, selon les données du ministère de l'Intérieur établies à 17h15. La CGT en a de son côté dénombré près de 180, a annoncé la centrale en fin de journée.

#### **LE GROUPE TATA SE DÉVELOPPE EN FRANCE**

Tata Communications n'est pas très connu en Europe. C'est une filiale du conglomérat Tata Group dont les productions vont de

l'acier au thé en passant par l'automobile et l'énergie. L'ensemble du groupe pèse quelque 90 milliards de dollars. Tata Communication est à l'origine une compagnie publique de téléphone. Aujourd'hui, elle veut faire jeu égal avec ATT ou Verizon et prétend s'inviter dans le cercle étroit des compagnies mondiales. Vinod Kumar, Directeur général de Tata Communication, était à Paris pour tenter de convaincre une entreprise du CAC 40 de s'appuyer sur son expertise

### **Comment vous différenciez-vous de vos concurrents ?**

Nous sommes les seuls à posséder un réseau physique qui englobe aussi bien des câbles terrestres que des câbles sous-marins. Notre réseau de câble fait le tour de la terre. C'est une garantie pour l'utilisateur.

### **N'avez-vous pas l'impression que vous souffrez d'un déficit de notoriété ?**

C'est vrai en France et en Europe. Mais c'est en train de changer. Déjà, près de la moitié des entreprises du CAC 40 sont nos clientes, comme BNP Paribas ou Vinci. Quand une entreprise a besoin d'un réseau mondial de télécom, nous pouvons le fournir. Nous travaillons aussi avec Orange, Free ou SFR. Nous possédons un câble sous-marin qui part de Marseille et qui va jusqu'en Asie. Nous aidons les telco à aller à l'international et à démarcher les marchés émergents. Enfin nous sommes un acteur très important de l'internet: nous acheminons 7% du trafic mondial de l'internet.

### **Avez-vous assez de capacités physiques pour faire face à l'arrivée de la 4G et à l'explosion du trafic qui va suivre ?**

Entre 2006 et 2011 nous avons investi 600 millions de dollars par an dans des câbles et des data centers. Nous avons assez de capacités pour faire face à l'augmentation du trafic. On peut augmenter la capacité d'un seul brin dans un câble d'un facteur 100 par des outils logiciels. Il n'y a pas de risque d'engorgement de notre côté.

## **Quel sera votre prochain défi ?**

La mobilité. Le BYOD (bring your own device), autrement dit le fait que les salariés se servent de leurs propres smartphones, tablettes ou ordinateurs dans l'entreprise pose des problèmes spécifiques pour le réseau et pour la sécurité. Mais c'est l'arrivée de la 4G qui va bouleverser nos habitudes en permettant par exemple des vidéo-conférences entre plusieurs personnes avec un smartphone ou une tablette. Aujourd'hui, avec un smartphone, on peut faire un appel vidéo entre deux personnes. Nous proposons de le faire entre 3, 4, 5 personnes, voire plus, aussi facilement qu'on fait aujourd'hui une audio-conférence, mais avec la vidéo. De toute façon "the more traffic, the more money".

## **Vous êtes une entreprise indienne ?**

Non. Nous sommes une entreprise mondiale. Nous n'avons pas de siège opérationnel. Pour des raisons légales, nous avons un siège à Bombay et un autre à Singapour. Mais en réalité nous sommes complètement mondialisés. Je considère que c'est ça le futur du business : il y aura des petites entreprises locales et des grandes entreprises mondiales complètement mondialisées. Nous montrons le chemin. Notre intelligence est répartie dans des data center partout dans le monde, accessible par un réseau à très haut débit.

## **Vous envisagez une acquisition prochainement en France ?**

Non. Nous misons essentiellement sur une croissance organique.

## **LES DEUX NOUVEAUX IPHONE D' APPLE**

Comme prévu, Apple a annoncé ce mardi soir deux nouveaux iPhone : le 5C sera tout en plastique et disponible en cinq couleurs. Le 5S affiche de hautes performances en matière d'affichage, de rapidité et surtout de photo-video et propose aussi la reconnaissance digitale qui permet de s'affranchir de mots de passe. Un dispositif qui montre la volonté d'Apple d'élargir sa base de clientèle. Ils seront disponibles le 20 septembre en France.

## **L'Iphone 5C**

Il sera disponible en 5 couleurs : bleu, blanc, jaune, rose et vert. Le prix de sa version de base (16 Go) sera 599 euros sans engagement. Le capteur photo-vidéo a une définition de 8 Megapixels. Sa coque est constituée d'une seule pièce tout en plastique.

## **L'Iphone 5S**

Le prix de sa version de base (16Go) sera de 599 euros sans engagement et sera disponible le 20 septembre dans neuf pays, dont la France. Il est en aluminium et proposé en 3 couleurs : noir, doré et gris. Il propose la reconnaissance digitale pour éviter les mots de passe. Son autonomie sera de dix heures pour un usage téléphonique (40 heures pour l'écoute de musique). La définition de son écran et sa rapidité devraient en faire un support adapté aux jeux vidéo. Sa fonction photo-vidéo est considérablement améliorée grâce notamment à l'agrandissement de son capteur. Un "moteur" capable de prendre dix clichés à la seconde est incorporé ainsi que la fonction "slow motion" .

## **LES TAUX D' INTÉRÊT VONT AUGMENTER EN FRANCE**

La France est désormais traitée avec méfiance : les investisseurs, qui ont moins facilement accès à l'argent facile, sont plus circonspects lorsqu'il s'agit d'investir dans un pays considéré comme fragile. D'où l'écart croissant entre l'Allemagne, qui ne paie que 2,18% pour se financer à 10 ans, et la France, qui elle paie un demi-point de plus : 2,65%. Les investisseurs font donc à nouveau la différence entre les pays, et ils le font par le biais des rendements qu'ils exigent des obligations d'état. "Ces rendements vont retrouver des niveaux normaux." prévient Eric Chaney, économiste d'Axa Investment managers. Quel est le niveau normal des taux pour la France, dans ce cas. "3,2% d'ici un an", nous répond le très respecté Jean-Paul Betbèze, ex-directeur des études du Crédit agricole et désormais président de Betbèze Conseil. Les conséquences, vous n'allez pas tarder à les sentir : les épargnants peuvent s'attendre à une forte baisse de la bourse. Car les entreprises auront plus de mal à investir. Et beaucoup

d'investisseurs quitteront le monde des actions trop risqué, pour celui des obligations nouvellement émises, à taux élevé. A 4.000 points et avec des taux entre 2,65 et 3%, la Bourse de Paris apparaît d'ailleurs surévaluée de 15 à 20%. La Guadeloupe va donc dépenser encore plus pour emprunter.

## DOSSIER PRÉPARÉ PAR JEAN PAUL ELUTHER



# AFFAIRES MONDIALES

## SOCIÉTÉ MONDIALE

### TOUS LES CITOYENS DU MONDE DOIVENT DISCUTER DU DÉVELOPPEMENT MONDIAL

L' Organisation des Nations Unies a publié mardi un rapport sur les questions de développement, qui doit aider les États membres à déterminer les priorités du programme de développement pour la période post-2015. Intitulé « Un million de voix : le monde que nous voulons », ce rapport est l'aboutissement de 88 consultations nationales, 11 dialogues thématiques et d'une enquête mondiale en ligne, qui ont été effectuées au cours d'une année. Son objectif ? : aider les États membres à élaborer un cadre de lutte contre la pauvreté, en particulier en choisissant les cibles qui devront remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont la date-butoir est fixée à 2015. «Notre travail pour définir un programme de développement post-2015 nous aidera à cibler nos efforts d'éradication de la pauvreté extrême et à ouvrir la voie à un monde prospère, paisible, durable et juste », s'est félicité le Secrétaire général Ban Ki-moon lors d'une conférence de presse donnée à New York. « De nombreux acteurs sont impliqués. Mais les voix auxquelles nous devons prêter le plus d'attention sont celles des peuples du monde, en particulier celles, inaudibles, des exclus ou des marginalisés, des personnes handicapées, des

pauvres, des chômeurs ou des personnes privées d'accès à l'assainissement et aux services de santé », a-t-il ajouté. Parmi les messages clés figurant dans le rapport, un revient de manière récurrente : la volonté des individus d'assumer des responsabilités dans la marche du monde. La lutte contre les inégalités figure également en bonne place, cet aspect n'ayant pas été suffisamment pris en compte dans le cadre des OMD. « Les gens sont indignés par l'injustice causée par l'augmentation des inégalités et de l'insécurité auxquelles font face les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées », note le rapport en ajoutant qu'ils aimeraient voir le nouveau programme de développement fondé sur les droits de l'homme et les valeurs universelles d'égalité, de justice et de sécurité. « Les personnes qui ont participé à cette consultation mondiale affirment que le monde tel qu'il est injuste pour beaucoup et souhaitent que le travail de développement post-2015 change cette donne », a déclaré de son côté l'Administratrice du Programme de développement des Nations Unies (PNUD), Helen Clark, qui participait également au lancement du rapport. « Il est donc important que les États membres entendent les opinions recueillies lors de ces consultations et lancent un nouveau programme de développement en mesure de répondre à leurs attentes ». Les personnes interrogées ont également exprimé la nécessité de renforcer la bonne gouvernance et la reddition de compte pour les gouvernements chargés de mettre en œuvre les objectifs de développement, a souligné Mme Clark. « Partout les gens exigent un meilleur travail de la part de leurs gouvernements. Ils exigent de l'honnêteté et de la transparence dans la prestation de services, la création d'emplois décents, la sécurité de tous les citoyens et une responsabilité partagée pour protéger l'environnement et les écosystèmes », a ajouté Mme Clark.

## **AMÉRIQUE LATINE CARAÏBE**

### **PETROCARIBE CRÉE UNE NOUVELLE ZONE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

Huit ans après sa naissance du fait de la volonté inébranlable de Hugo Chavez, l'accord énergétique Petrocaribe à engendré une nouvelle phase de



développement économique . Les cinq groupes de travail de l'initiative ont reçu une impulsion majeure au cours de la onzième réunion du Conseil des ministres qui s'est tenue dans la capitale d'Haïti les 6 et 7 Septembre. Selon le ministre vénézuélien de l'Energie et du Pétrole Rafael Ramirez, il y a eu de grandes réalisations dans les domaines du Transport , du Tourisme du social et de la Culture et exposé les grandes réalisations jusqu'à présent. Il a également évoqué les réalisations dans les domaines du commerce et de l'intégration .Il a aussi rapporté que plusieurs nations ont demandé à adhérer au projet de coopération de l'aviation de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, et le Venezuela et Haïti ont signé un accord pour la mise en place de vols directs entre eux. Aussi, Petrocaribe a ajouté un troisième navire à sa flotte afin de transporter les marchandises parmi les 18 nations du mécanisme d'intégration et qui bénéficie à plus de 83 millions de personnes. Actuellement, la flotte contribue à promouvoir le commerce équitable entre notre peuples, a souligné Ramirez après avoir déclaré que l'échange de produits s'élève à deux mille 200 millions de dollars. Enfin , la plupart des membres ont mis en place des projets pour des avantages sociaux aux secteurs les plus pauvres de la population . Lors de cette réunion, dont la prochaine édition se produira en Dominique en Décembre prochain, un jour avant la neuvième Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement les membres ont également discuté de l'utilisation des énergies renouvelables. A cette fin, les participants ont convenu d'étudier les possibilités qui existent dans chaque pays pour exploiter l'eau, le vent et le soleil comme des sources importantes. L'un des objectifs de Petrocaribe est de couvrir jusqu'à 59 pour cent de la consommation d'énergie grâce à ces ressources, et réduire la dépendance sur les combustibles fossiles. Le Président d'Haïti, Michel Martelly, demande de rejeter le libéralisme

économique de marché de la zone afin de promouvoir les intérêts du peuple. Nous disposons d'un espace géopolitique pour combattre la faim, l'exclusion et la pauvreté, a souligné Martelly qui a aussi déclaré que depuis l'existence de la zone économique la région est plus libre et plus équitable et solidaire. Petrocaribe se fonde sur la pluralité, des avantages mutuels et la souveraineté des pays sur leurs ressources naturelles. Selon le ministre vénézuélien lors de la réunion ont été abordées en profondeur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour et les participants ont été satisfaits du travail. Le Cabinet a également rejeté toute forme d'agression contre le peuple et le gouvernement de la Syrie, comme un affront aux principes universels de respect de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples, ainsi que les normes du droit international. Nous appelons la communauté internationale à résoudre pacifiquement les différends et éviter la violence dans toutes ses dimensions contre l'intégrité territoriale des Etats et de leurs peuples, a présenté le bloc dans une résolution.

## DOSSIER PRÉPARÉ PAR JACQUES DAVILA



# ÉTAT DES MARCHÉS

## ASIE

Nouvelle séance de progression ce matin en Asie, où les marchés sont revenus au plus haut depuis trois mois, après un été difficile. A Tokyo, Le Nikkei s'adjuge 1,1% vers la fin de la séance, après un bond de 2,48% hier, profitant toujours de l'effet J.O et d'une batterie d'indicateurs japonais et chinois publiés depuis 24H00 et

de la baisse des tensions liées à la Syrie. De son côté, l'indice composite de Shanghai gagne 0,5% après l'annonce d'une production industrielle meilleure que prévue en août. L'indice chinois avait déjà affiché une hausse d'environ 3% hier, grâce à un rebond des exportations. De son côté, le Hang Seng gagne 0,6% à Hong Kong en cours de séance, Taiwan cède 0,1%, et Séoul prend 0,6%, Sydney avance de 0,5%, Singapour gagne 0,4% et la Bourse de Bombay, l'indice BSE Sensex s'adjuge 2,7%. Les investisseurs de la région réagissent à une série de facteurs positifs : baisse de tensions géopolitiques après la proposition russe sur la Syrie, nouvelle amélioration des statistiques chinoises et espoirs d'une politique prudente de la Fed en matière de retrait de ses achats d'actifs. Sur le marché des changes, le yen recule légèrement face au dollar à 99,65 Y/\$, tandis que le baht thaïlandais et le ringgit malaisien progressent de 0,3% à 0,6%. En revanche, le cours du pétrole se tasse de 1% à 108,32\$ le baril de brut WTI ce matin, alors que s'éloignent la probabilité de frappes américaines contre la Syrie. Hier, Damas a saisi la main tendue par la Russie, qui a proposé de placer l'arsenal chimique de la Syrie sous le contrôle de l'ONU, en vue de le détruire. Barack Obama a qualifié ce développement de "potentiellement positif", en attendant d'obtenir des engagements détaillés. Ce matin en Asie, les marchés sont une nouvelle fois rassurés par de indicateurs chinois : la production industrielle a ainsi bondi de 10,4% en août sur un an, un chiffre meilleur que prévu par le consensus (+9,9%) et en amélioration par rapport à juillet (+9,7%). Les ventes de détail ont bondi de 13,4%, contre 13,3% attendu et après 13,2% en juillet. Enfin, les investissements en capital fixe (qui incluent l'immobilier) ont grimpé de 20,3% contre 20,2% attendus et 20,1% en juillet.

## **ÉTATS UNIS**

Wall Street affichait une bonne tenue ce mardi, avec l'ébauche d'une solution de court terme en Syrie. Les marchés américains étaient animés aujourd'hui par le dossier Apple, avec la présentation des nouveaux iPhones, mais aussi par les changements qui vont intervenir au sein de l'indice industriel Dow Jones... Le DJIA prenait finalement 0,85% à 15.191 pts, tandis que le Nasdaq gagnait 0,62% à 3.729 pts. Goldman Sachs, le géant américain de la banque d'investissement, va entrer dans l'indice

boursier historique Dow Jones Industrial Average (DJIA), avec Nike et Visa. Goldman Sachs va remplacer Bank of America, le colosse bancaire de Charlotte. Visa prend la place de la firme informatique Hewlett-Packard. Nike, pour finir, sort Alcoa du DJIA.

## **EUROPE**

Les Bourses européennes ont terminé en nette hausse mardi, à la faveur d'indicateurs macroéconomiques encourageants en Chine et alors que semble s'éloigner l'option de frappes militaires en Syrie. À Paris, le CAC 40 a gagné 1,89% à 4.116,64 points, à son plus haut depuis le 19 août. Le Dax a pris 2,06% à Francfort et l'Ibex 1,96% à Madrid, alors que le FTSE se contentait d'un gain de 0,82% à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a gagné 1,35% à 1.244,60 points, un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis le 29 mai, et l'EuroStoxx 50 s'est adjugé 1,90% à 2.851,40.

## **CHANGE**

L'euro restait proche de l'équilibre face au dollar mardi, dans un marché attentiste et toujours ballotté au gré des spéculations sur l'avenir du soutien monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) avant sa réunion de la semaine prochaine. Vers 16H00 GMT (12H00 en Guadeloupe), l'euro valait 1,3257 dollar contre 1,3250 dollar lundi vers 21H00 GMT. La monnaie unique européenne progressait face à la devise japonaise, à 132,84 yens - montant même vers 14H30 GMT à 133,31 yens, son plus haut niveau en quatre mois - contre 131,97 yens lundi. Le dollar aussi montait face à la devise nipponne, à 100,20 yens contre - grimpant même vers 14H30 GMT à 100,46 yens, son niveau le plus fort depuis fin juillet - 99,59 yens la veille. Le billet vert restait sous la pression des chiffres moins bons qu'attendu de l'emploi aux États-Unis publiés vendredi. Ces données ont amené certains investisseurs à douter que la Fed commence à ralentir ses mesures de soutien dès septembre. Vers 16H00 GMT, la livre britannique progressait face à l'euro, à 84,29 pence pour un euro, comme face au dollar, à 1,5728 dollar pour une livre. La devise helvétique baissait face à l'euro, à 1,2391 franc suisse pour un euro, comme face au dollar, à 0,9345 franc suisse pour un dollar. L'once d'or a fini à 1.358,25 dollars au fixing du soir contre 1.390 dollars lundi. La devise chinoise a

terminé à 6,1205 yuans pour un dollar contre 6,1210 yuans la veille.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les cours du pétrole reculaient fortement pour la deuxième séance consécutive mardi en fin d'échanges européens, une correction due à l'éloignement de la perspective d'une attaque militaire contre la Syrie pouvant perturber le Moyen-Orient. Vers 16H15 GMT (18H15 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 111,38 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en chute de 2,34 dollars par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 2,36 dollars, à 107,16 dollars. "Les prix du brut ont commencé la journée (de mardi) en étant stables après leur forte chute de la veille, grâce à de données chinoises meilleures que prévues, mais les prix se sont ensuite fortement repliés après que le ministre syrien des Affaires étrangères a annoncé que le pays acceptait la proposition russe", expliquait Fawad Razaqzada, analyste de GFT Markets.

## **DOSSIER PRÉPARÉ PAR LA RÉDACTION**



## **MANAGEMENT, PATRIMOINE , DROIT**

## **QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL ET ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE**

Qualité de vie au travail et égalité professionnelle au travail : on avance. Comment définir « une qualité de vie » au travail ? Qu'est-ce que cela représente pour les collaborateurs de l'entreprise ? Comment sommes-nous arrivés à ériger une règle de vie de bon sens en règle conventionnelle ? La qualité de vie au travail est une notion subjective car, tout dépend de la façon dont l'individu perçoit

son job. Selon les métiers et les secteurs d'activité, les conditions de travail s'avèrent plus ou moins pénibles, agréables, enrichissantes, rébarbatives etc. La qualité de vie au travail représente ce sentiment de bien-être au travail perçu collectivement et individuellement qui englobe le climat social, les valeurs de l'entreprise, le sens du travail, l'égalité ainsi que la reconnaissance et la valorisation du travail effectué. Aujourd'hui, les salariés n'hésitent plus à clamer haut et fort à leurs entreprises un meilleur équilibre entre leur vie personnelle et leur vie professionnelle. L'équation est difficile à résoudre pour les employeurs confrontés à des exigences économiques et financières toujours plus ardues pour, au meilleur maintien, au pire sauvegarder, une compétitivité fragilisée par la longueur du cycle de la crise que nous connaissons. Force est de reconnaître que la qualité de vie au travail contribue à cette compétitivité. En effet, l'amélioration des conditions de travail implique d'agir en optimisant l'organisation du travail avec « pour ricochet » un regain de la performance collective de l'entreprise et de sa compétitivité. Il n'y a donc pas de secret pour garder « la voile économique » : la question du travail doit « se hisser » comme un des objectifs stratégiques essentiels de l'entreprise dans son quotidien notamment en vue de percevoir les horizons des mutations économiques pour suivre la course effrénée des affaires. Ensuite, si le vent du succès souffle trop fort, les décideurs sauront réduire leur voile... L'accord national interprofessionnel du 19 juin 2013 sur l'amélioration de la qualité de vie au travail et l'égalité professionnelle s'inscrit dans une démarche de développement à tous les niveaux d'un dialogue social actif, constructif, tant pour les salariés que pour les employeurs et basé sur le respect et la confiance réciproque des acteurs. L'objet de cet accord est :

- de favoriser l'égalité d'accès à la qualité de vie au travail et à l'égalité professionnelle pour tous les salariés ;
- d'augmenter la prise de conscience et la compréhension des enjeux de la qualité de vie au travail en terme d'amélioration de la qualité de l'emploi, du bien-être au travail et de compétitivité de l'entreprise, par les employeurs, les travailleurs et leurs représentants ;
- de faire de la qualité de vie au travail l'objet d'un dialogue social organisé et structurant ;

- de fournir aux employeurs et aux salariés et à leurs représentants un cadre qui permette d'identifier les aspects du travail sur lesquels agir pour améliorer la qualité de vie au travail des salariés au quotidien et l'égalité professionnelle ;
- de permettre, par une approche systémique, d'améliorer la qualité de vie au travail et les conditions dans lesquelles les salariés exercent leur travail et donc la performance économique de l'entreprise.

En somme, cette approche se veut le prolongement des dispositions des accords nationaux interprofessionnels sur la mixité et l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes (du 01/03/2004), sur le stress au travail (du 02/07/2008) et sur la prévention du harcèlement et de la violence au travail (du 26/03/2010). L'enjeu d'une meilleure qualité de vie au travail rejoint donc celui de responsabilité sociale des entreprises. Dès lors, les conditions de mise en œuvre de la qualité de vie au travail impliquent un suivi régulier tout au long d'une carrière professionnelle. Ainsi, promouvoir la qualité de vie au travail suppose :

- un dialogue social de qualité qui aboutisse à de bonnes relations sociales et de travail ;
- de veiller à écarter tout impact pathogène des modes d'aménagement du travail ;
- de promouvoir un choix collectif qui implique les salariés et les dirigeants des entreprises, les partenaires sociaux, l'Etat et les collectivités territoriales à tous les niveaux ;
- d'encourager toutes les initiatives qui contribuent au bien-être au travail et au développement des compétences et à l'évolution professionnelle ;
- que le travail participe de l'épanouissement physique, psychique et intellectuel des individus ;
- que chacun trouve sa place au travail et que le travail garde sa place parmi les autres activités humaines.

En définitive, cette approche systémique de la qualité de vie au travail devra nous conduire à en évaluer le bilan au vu des actions qui seront engagées à tous les niveaux pour offrir la meilleure conciliation possible entre la vie personnelle et la vie professionnelle. C'est en laissant les salariés libres de s'exprimer

sur leur travail, sur la qualité des biens et services qu'ils produisent, sur les conditions d'exercice du travail et sur l'efficacité du travail que l'on parviendra à agir efficacement sur les problématiques actuelles.



## TABLEAU DE BORD

### LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut.**

### INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

### POPULATION

POPULATION 2011: 401 784 habitants

### OFFRE

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand ( 2 690 )

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 853

### DEMANDE

CONSOMMATION 2011: 8 488 ( 5 126 ménage et 3 362 administration )

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853



## **PRIX**

JUILLET 2013 : - 0,1% sur un mois ; 0,8 % sur un an

## **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C ) EN juillet 2013 : 67 770 ( +3,3% sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI EN JUILLET 2013 : - 18,9% sur un an

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5015

**DOSSIER PRÉPARÉ PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**